

Déclarations prospectives

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2009 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 30 et 31 du Rapport annuel 2008 de BMO, qui décrivent en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur nos résultats futurs. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives aux ventes d'actifs, aux prix de vente prévus pour les actifs, au coût net de mobilisation des fonds, à la qualité du crédit et au risque de défaillance et de pertes sur défaillance des actifs sous-jacents des entités de gestion de placements structurés sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les entités de gestion de placements structurés dont il est question dans le présent document, y compris le montant qui pourrait être retiré en vertu des facilités de trésorerie fournies par BMO et la perspective que la protection de premier niveau fournie par les billets de capital subordonnés dépasse les pertes futures. Selon certaines de nos principales hypothèses, les actifs continueront à être vendus dans le but de réduire la taille des entités de gestion de placements structurés, selon diverses hypothèses de prix d'actifs et le niveau des défauts et des pertes sera conforme à la qualité du crédit des actifs sous-jacents et à nos attentes actuelles concernant la persistance des difficultés sur les marchés.

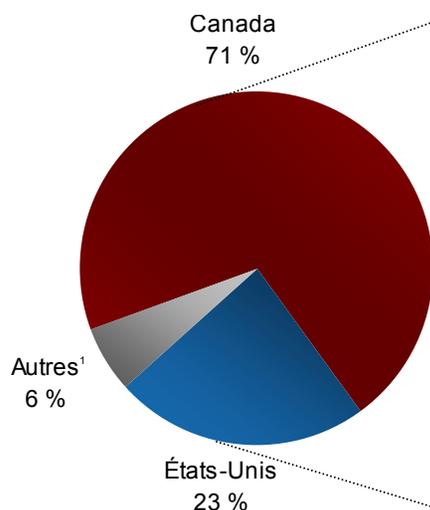
Les hypothèses relatives au niveau des défauts et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des transactions que Apex Trust a conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seraient comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances lié à Apex Trust dans l'avenir, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille et la protection de premier niveau intégrée à la structure.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine ainsi qu'aux conditions de marché générales et à l'ensemble de leurs répercussions sur nos activités, incluant ce qui est décrit sous la rubrique Perspectives économiques de notre Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2009, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités stratégiques, de nos objectifs et de nos attentes pour ce qui est de nos activités. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences.

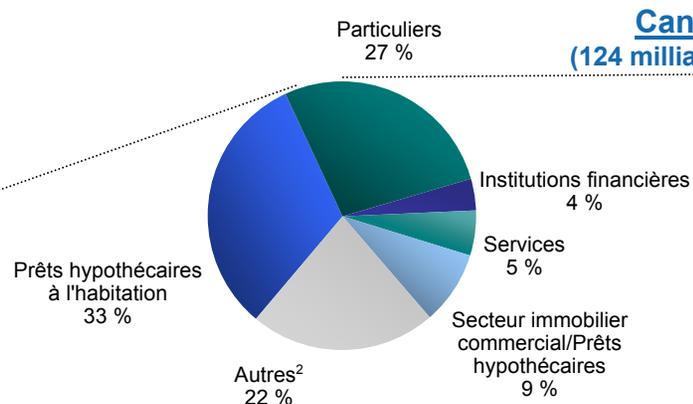
Vue d'ensemble du portefeuille de prêts

- Les portefeuilles sont bien diversifiés au Canada et aux États-Unis. Le portefeuille canadien représente 71 % du portefeuille total, le portefeuille américain, 23 %.
- Les Services bancaires PE représentent la majorité des prêts au Canada et aux États-Unis.

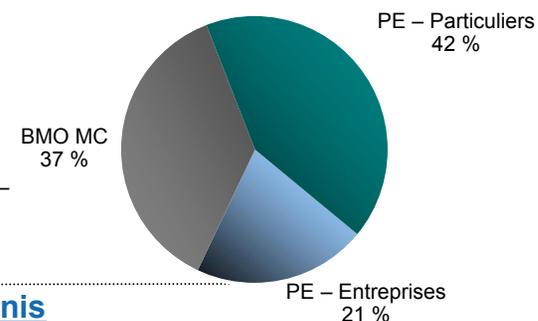
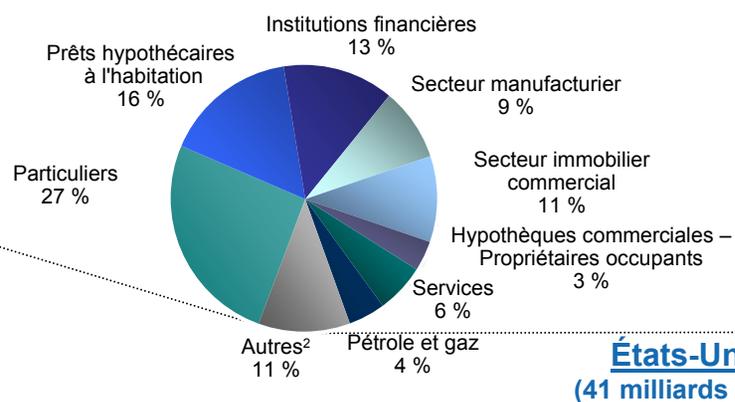
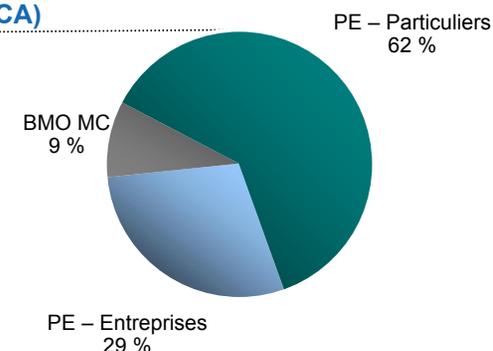
Répartition géographique
(175 milliards \$ CA)



Répartition par segment



Répartition par secteur d'activité

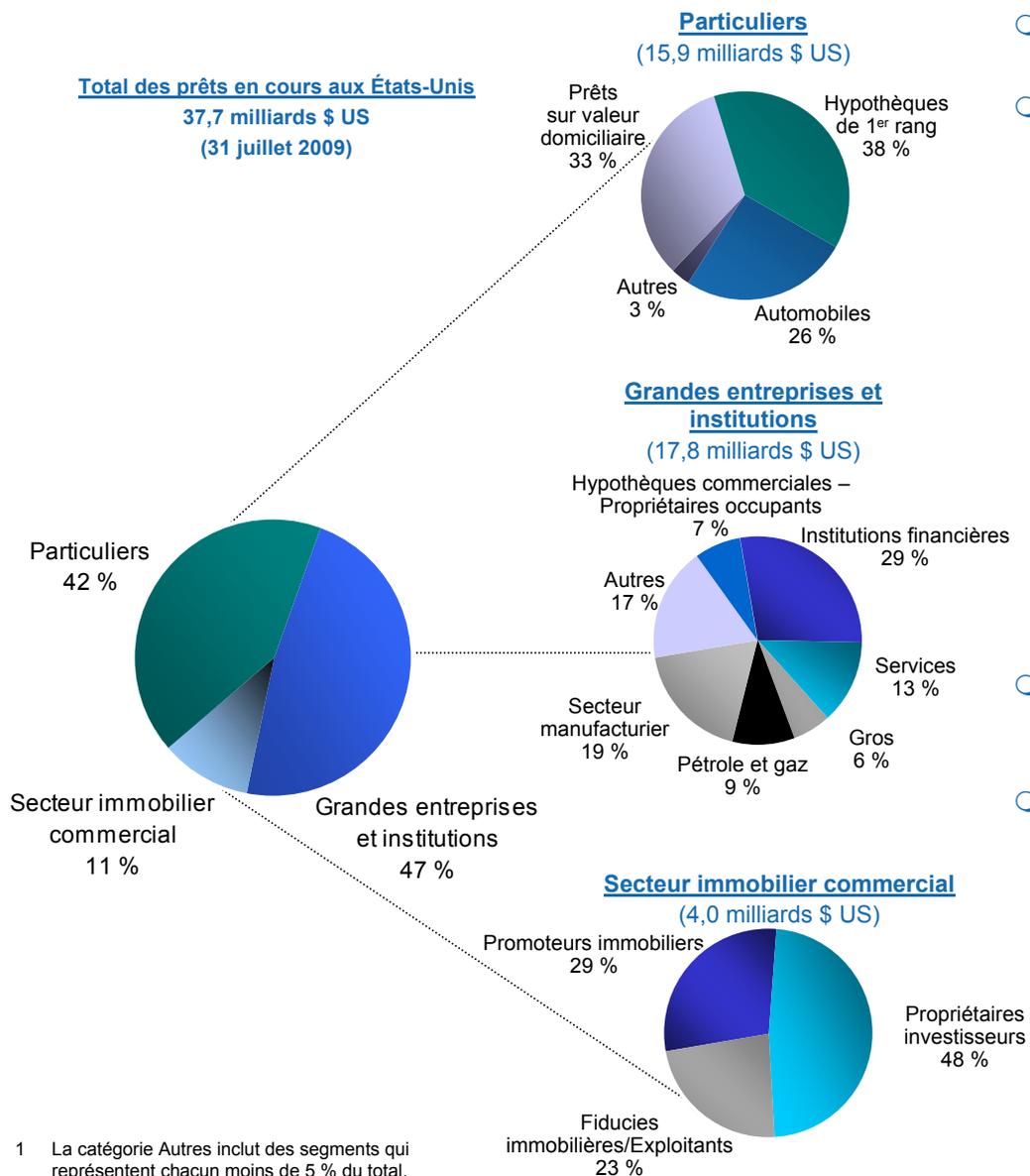


¹ Les autres pays (11 milliards de dollars canadiens) ne sont pas représentés dans les graphiques sur la répartition par segment et par secteur d'activité.

² La catégorie Autres inclut des segments qui représentent chacun moins de 5 % du total.

Vue d'ensemble des risques aux États-Unis

Total des prêts en cours aux États-Unis
37,7 milliards \$ US
(31 juillet 2009)



1 La catégorie Autres inclut des segments qui représentent chacun moins de 5 % du total.

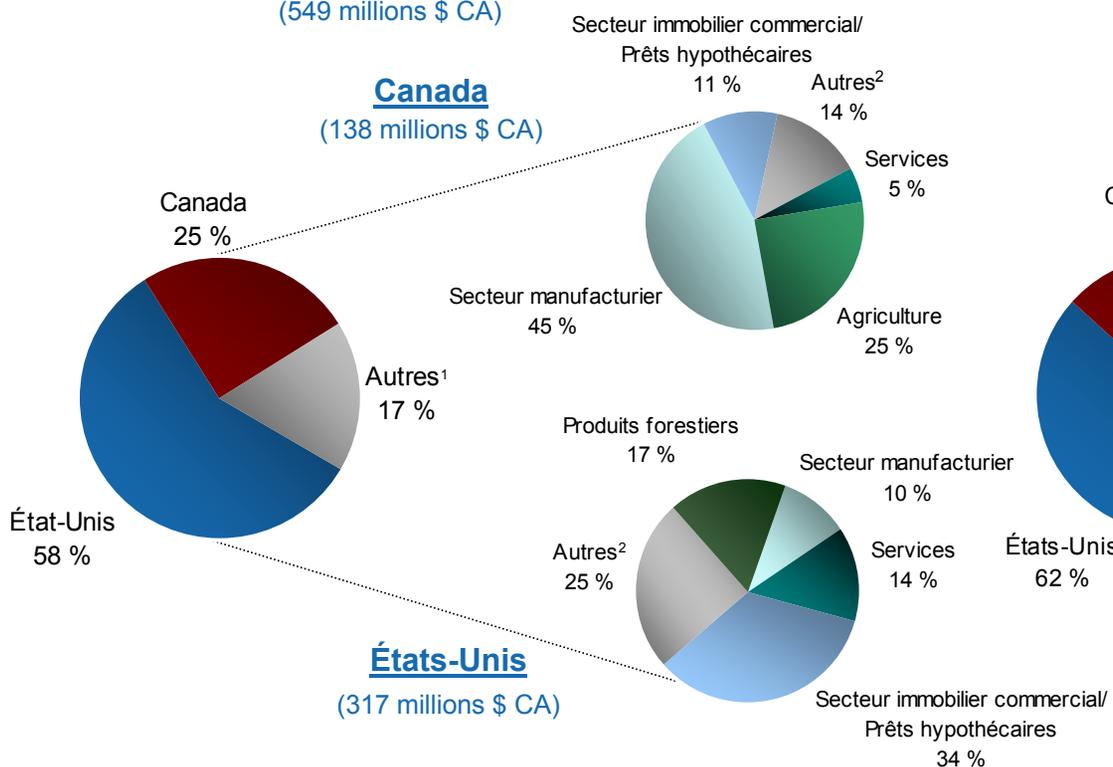
- Le portefeuille de prêts aux États-Unis représente 23 % du total des prêts.
- Les portefeuilles de prêts aux particuliers (15,9 milliards de dollars) performant mieux que ceux de notre groupe de référence aux États-Unis, mais subit les effets de la conjoncture.
 - ▶ La partie à risque élevé du portefeuille du secteur immobilier résidentiel n'est pas exagérément grande :
 - Les prêts hypothécaires à l'habitation ayant une cote FICO initiale inférieure à 660 et une quotité de financement supérieure à 80 % représentent seulement 90 millions de dollars.
 - Les prêts sur valeur domiciliaire ayant une cote FICO initiale inférieure à 660 et une quotité de financement supérieure à 80 % représentent 299 millions de dollars
 - ▶ Le portefeuille des prêts automobiles indirects est solide en général et par rapport au groupe de référence, grâce à des pratiques de sélection des risques prudentes.
- Le portefeuille des grandes entreprises et institutions est bien diversifié, mais touché par la migration du crédit en raison de la conjoncture.
- Secteur immobilier commercial : 4,0 milliards de dollars. Soit : Propriétaires investisseurs 1,9 milliard de dollars; promoteurs immobiliers, 1,2 milliard; autres, 0,9 milliard.
 - ▶ Le portefeuille des prêts hypothécaires aux propriétaires investisseurs est situé principalement dans l'Illinois, l'Indiana et le Wisconsin. Sélection des risques prudente et portefeuille bien diversifié.
 - ▶ Les prêts aux promoteurs immobiliers représentent environ 3 % du portefeuille total aux États-Unis (recul de 23 % par rapport à la même période l'an dernier). Le portefeuille demeure affaibli en raison de la situation du marché de l'habitation.

Solde brut des prêts douteux

- Le solde des nouveaux prêts douteux a diminué à 549 millions de dollars (T2 : 694 millions, T1 : 712 millions).
- Les nouveaux prêts douteux aux États-Unis ont aussi diminué sur trois mois, à 317 millions de dollars (T2 : 585 millions, T1 : 640 millions).
- Les nouveaux prêts douteux sont répartis dans l'ensemble des secteurs.
- Le solde brut des prêts douteux est resté stable par rapport au trimestre précédent, à 2,9 milliards de dollars (T2 : 3,0 milliards, T1 : 2,7 milliards), grâce au ralentissement des nouveaux prêts douteux et à un recours énergique aux dévaluations.
- Le secteur immobilier commercial/prêts hypothécaires et le secteur manufacturier constituent les plus importantes composantes du solde brut des prêts douteux autres que les prêts aux particuliers.

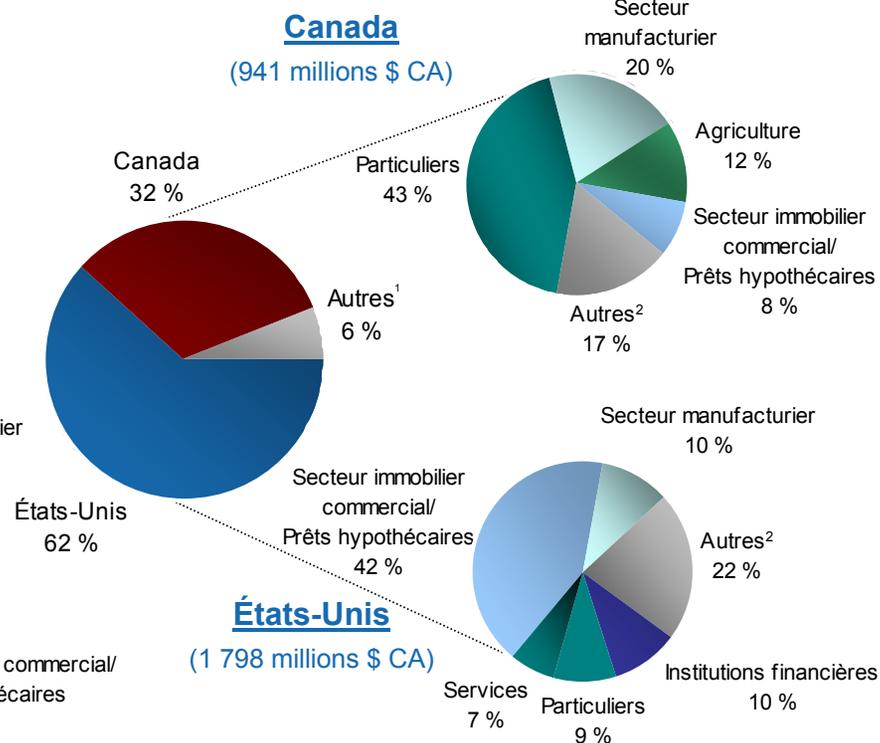
Solde brut des nouveaux prêts douteux

(549 millions \$ CA)



Solde brut des prêts douteux

(2 913 millions \$ CA)

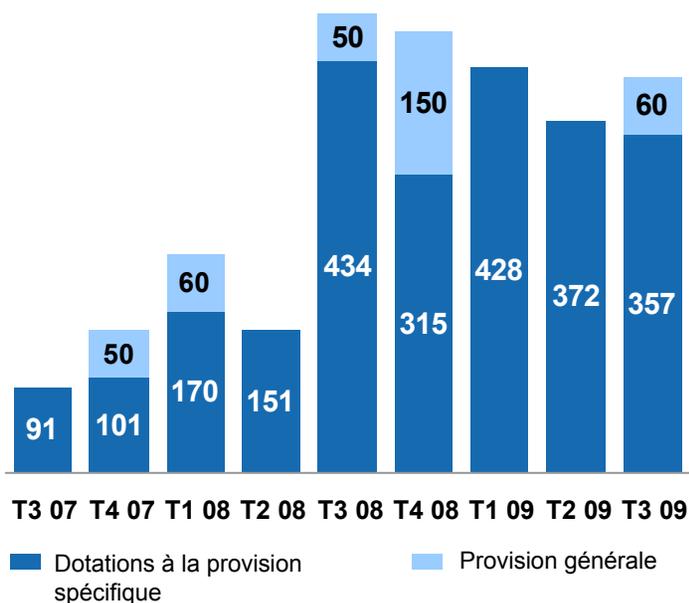


1 La catégorie Autres (solde brut des nouveaux prêts douteux : 94 millions de dollars canadiens et solde brut des prêts douteux : 174 millions de dollars canadiens) n'est pas représentée dans les graphiques par secteur d'activité.

2 La catégorie Autres inclut des segments qui représentent chacun moins de 5 % du total.

Dotation totale à la provision pour pertes sur créances – Par unité d'exploitation

- Les dotations à la provision spécifique se chiffrent à 357 millions de dollars alors qu'elles s'élevaient à 372 millions au trimestre précédent.
- PE Canada : la hausse résulte de l'augmentation des provisions pour les cartes de crédit et du bas niveau des provisions pour les prêts aux entreprises au trimestre précédent.
- PE États-Unis : les provisions sont restées stables par rapport au trimestre précédent et demeurent élevées, mais le rythme de la migration montre des signes de ralentissement.
- La hausse de la provision générale reflète la faiblesse persistante des conditions économiques.

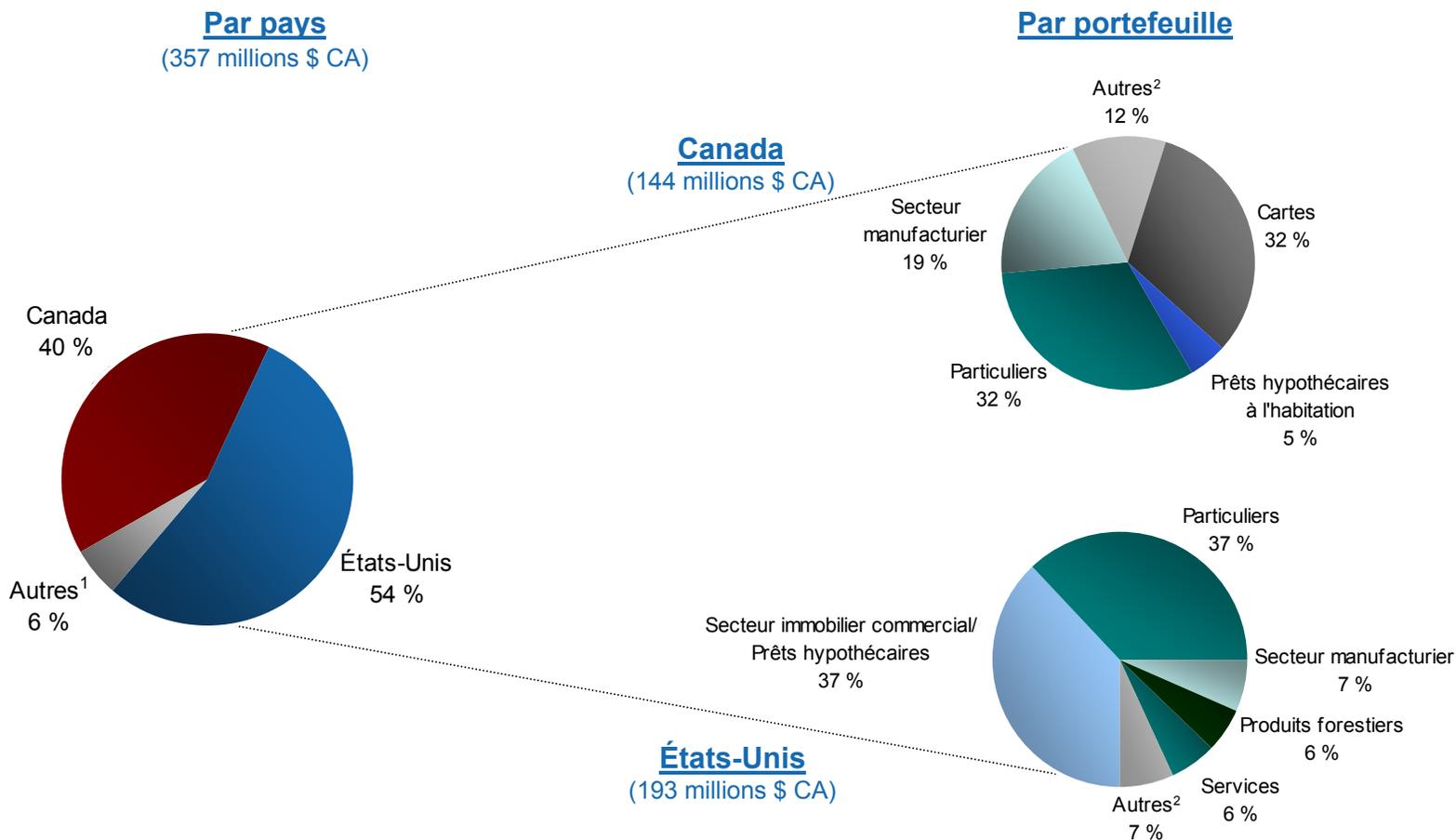


Segments de portefeuille (millions \$ CA)	T3 08	T2 09	T3 09
Particuliers – PE Canada	64	113 ¹	100
Entreprises – PE Canada	23	11	32
Total de PE Canada	87	124	132
Particuliers – PE États-Unis	21	62	71
Entreprises – PE États-Unis	16	81	69
Total de PE États-Unis	37	143	140
Marchés des capitaux – Canada et autres	-	3	32
Marchés des capitaux – États-Unis	310	102	53
Total de Marchés des capitaux	310	105	85
Dotations à la provision spécifique	434	372	357
Changement à la provision générale	50	-	60
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	484	372	417

¹ Inclut une hausse non récurrente de 41 millions de dollars liée à un changement du mode de constitution de la provision du portefeuille de prêts aux particuliers au Canada.

Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances – Répartition par pays et par secteur d'activité

- Le portefeuille de prêts aux États-Unis représentait la plus grande partie (54 %) des dotations au troisième trimestre (T2 : 66 %, T1 : 74 %).
- Le secteur immobilier commercial/prêts hypothécaires (principalement des promoteurs immobiliers) et les éléments liés aux particuliers des États-Unis sont les deux plus importants segments.
- Les dotations pour le secteur manufacturier sont réparties parmi plusieurs sous-secteurs.



¹ La catégorie Autres (20 millions de dollars canadiens) n'est pas illustrée dans les graphiques par portefeuille.

² La catégorie Autres inclut des segments qui représentent chacun moins de 5 % du portefeuille total.

Performance des prêts aux particuliers

- La performance au Canada demeure bonne par rapport à notre groupe de référence.
 - ▶ Premier rang pour le ratio des pertes sur prêts aux particuliers, selon la comparaison avec les résultats du groupe de référence pour les deux premiers trimestres de 2009¹.
 - ▶ Le ratio des pertes sur cartes de crédit depuis le début de l'exercice, à 335 points de base, est nettement meilleur que la moyenne de ce secteur².
 - ▶ Le ratio des pertes sur prêts hypothécaires s'établit à 3 points de base depuis le début de l'exercice et il a été de 3 points de base ou moins au cours des 20 dernières années – ce qui est comparable à notre groupe de référence.
- 85 % du portefeuille des services de détail au Canada est garanti (88 % si on exclut les cartes de crédit).
- Le portefeuille des services de détail aux États-Unis surpasse celui des pairs RMA, même si les pertes sont élevées en raison de la conjoncture³.
 - ▶ Les pertes sur prêts hypothécaires à l'habitation s'établissent à 93 points de base depuis le début de l'exercice, alors que celles des pairs RMA s'élèvent à 155 points de base.
 - ▶ Les pertes sur prêts sur valeur domiciliaire s'établissent à 193 points de base depuis le début de l'exercice, alors qu'elles s'élèvent à 350 points de base pour les pairs RMA.
 - ▶ Les pertes sur prêts automobiles indirects s'établissent à 78 points de base depuis le début de l'exercice, alors qu'elles s'élèvent à 195 points de base pour les pairs RMA.
 - ▶ Pas de prêts à la consommation sur cartes de crédit aux États-Unis.
- Le portefeuille des services de détail aux États-Unis est garanti dans une proportion de 98 %.

1 Selon les résultats déclarés des grandes banques canadiennes. Les résultats de BMO au deuxième trimestre de 2009 excluent un rajustement non récurrent de 41 millions de dollars.

2 Incluant les actifs titrisés, excluant les pertes dues à la fraude - conformément aux pratiques de communication de l'information dans le secteur financier. L'écart favorable avec les membres de notre groupe de référence est supérieur à 100 points de base. Le groupe de référence inclut tous les émetteurs de cartes canadiens.

3 Pairs RMA : données sur huit mois annualisées jusqu'à mai 2009; Harris : données sur neuf mois annualisées jusqu'au 30 juin 2009.

Situation des entités de protection de crédit et de gestion de placements structurés

PORTEFEUILLE	COMMENTAIRES
Entité de protection de crédit (Apex)	<p>Faible risque de pertes compte tenu des couvertures sur la position, de la qualité du portefeuille sous-jacent et de la protection de premier niveau intégrée dans la structure.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'entité fournit une protection de crédit sur douze portefeuilles de crédits aux entreprises qui sont en grande partie de catégorie investissement, comportant une exposition à des pertes sur créances réalisées bénéficiant de protections de premier niveau assez considérables. • Position de 815 millions de dollars canadiens (valeur comptable de 423 millions de dollars canadiens) dans des billets à moyen terme, couverte après la fin du trimestre. La valeur totale des billets en cours est de 2,2 milliards de dollars. Participation de BMO de 1,03 milliard de dollars canadiens dans une facilité de financement de premier rang de 1,13 milliard de dollars canadiens (couverte jusqu'à concurrence de la première tranche de pertes de 515 millions de dollars canadiens) et une exposition au risque de crédit pour le solde du montant notionnel. Les exigences en matière de sûretés sont effectivement plafonnées. • Le risque de pertes futures est considéré comme très faible, car les pertes prévues sur les expositions sous-jacentes sont nettement inférieures à la valeur des billets et les couvertures fournissent une protection supérieure à la position de BMO dans les billets. • Les deux tranches les plus faibles bénéficient d'une protection de premier niveau de moins de 10,5 %. Les dix autres tranches bénéficient d'une bonne protection de premier niveau variant de 13,0 % à 29,4 % (moyenne pondérée de 23,6 %). • Le lot sous-jacent de titres de crédit aux entreprises est bien diversifié et la majorité d'entre eux (70 %) sont de catégorie investissement.
Entités de gestion de placements structurés	<p>La facilité de financement de premier rang de BMO est bien protégée par des billets de capital subordonnés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des facilités de trésorerie de premier rang ont été fournies pour faciliter la réduction progressive des activités des entités. Links : 6,6 milliards de dollars américains (les sommes utilisées s'élevaient à 6,4 milliards de dollars américains au troisième trimestre de 2009). Parkland : 650 millions d'euros (les sommes utilisées s'élevaient à 622 millions d'euros à la fin du troisième trimestre de 2009). • La valeur comptable des billets de capital subordonnés qui protègent le financement de premier rang de BMO est de 935 millions de dollars américains / 154 millions d'euros. Ils sont subordonnés à la facilité de trésorerie de premier rang de BMO. La valeur est considérée comme suffisante pour protéger la position de BMO contre les pertes. • La valeur de marché des actifs détenus par Links et Parkland s'élève à 5,6 milliards de dollars américains et à 598 millions d'euros respectivement (5,2 milliards de dollars américains / 551 millions d'euros au deuxième trimestre de 2009). Les ventes d'actifs et les échéances ont généré 387 millions de dollars américains / 23 millions d'euros pour Links / Parkland au cours du trimestre. La valeur continue de subir le contrecoup de la situation des liquidités sur le marché. • La qualité des actifs de Links / Parkland demeure bonne, au moins 92 % / 93 % des actifs étant de catégorie investissement selon Moody's / S&P; 55 % des actifs ont reçu une cote Aa3 ou supérieure de Moody's; 49 % des actifs ont reçu une cote AA- ou supérieure de S&P, selon la valeur de marché. • La stratégie consiste à réduire la taille des entités au moyen des échéances et des ventes d'actifs, selon la méthode appropriée compte tenu des conditions des marchés.



Relations avec les investisseurs Personnes-ressources

www.bmo.com/relationinvestisseurs
Courriel : investor.relations@bmo.com
Télécopieur : 416-867-3367

VIKI LAZARIS

Première vice-présidente
416-867-6656 ■ wiki.lazaris@bmo.com

STEVEN BONIN

Directeur général
416-867-5452 ■ steven.bonin@bmo.com

ANDREW CHIN

Directeur principal
416-867-7019 ■ andrew.chin@bmo.com